

# La reconstruction de Brest

## revue et corrigée de 1980 à 2000

Directeur de l'agence d'urbanisme de la communauté urbaine de Brest de 1981 à 2001, la question de l'intérêt ou de la nécessité d'intervenir à nouveau sur le centre reconstruit de Brest a occupé une partie de mon activité professionnelle. Je vais en risquer ici le témoignage, sachant qu'évidemment je ne fus qu'un acteur parmi d'autres, même si j'étais alors placé à un endroit fort stratégique dans la préparation des décisions.

Je commencerai par dire ce que fut (de mon point de vue) le parti urbanistique et architectural de la reconstruction du centre de Brest retenu par Jean-Baptiste Mathon, avant d'aborder mon analyse du contexte sociopolitique qui poussa à sa remise en cause. Puis j'expliquerai les intentions qui présidèrent à la transformation de la rue de Siam par Marta Pan dans les années 1980 avant d'évoquer la façon dont convergèrent par la suite une diversité de projets. Je tenterai en conclusion de tirer les enseignements de cette longue démarche étalée sur plusieurs décennies.

### Le parti de la reconstruction de Brest par Jean-Baptiste Mathon

Le centre de Brest (l'ancienne ville fortifiée) fut presque totalement détruit par les bombardements alliés lors de la Seconde Guerre mondiale. Ce centre, dont on peut revoir des vues dans des films d'avant guerre, était original. Il reflétait une histoire de la ville dominée par sa fonction militaire. La ville fortifiée était une sorte de ville nouvelle bien avant la création du terme. Elle était à cheval sur la Penfeld, modeste rivière aménagée par les ingénieurs militaires royaux pour y accueillir un port de guerre. L'occupation tant sociale que fonctionnelle des deux rives, était fort contrastée. La rive droite accueillait l'arsenal et les ouvriers bretons prolétariés qui avaient remplacé les bagnards pour les tâches les moins valorisées. Rive gauche, la bourgeoisie et les classes moyennes s'étaient réparti le territoire suivant un gradient social qui allait de la façade maritime surplombant la rade, au sud, appropriée par les officiers de la Royale, au nord, où le souvenir du bagne avait encore un rôle dans

l'occupation sociale de l'habitat un siècle après sa fermeture : la ville n'oublie rien. En plein milieu de cette succession de quartiers finement stratifiés socialement, deux rues (parallèles et très proches l'une de l'autre) condensaient l'essentiel de l'activité sociale, culturelle et économique de cette ville, suivant une direction parallèle au rivage. Ces deux rues (Grand-Rue/rue de Siam) esquisaient un axe grossièrement est/ouest, franchissant la Penfeld et reliant les deux portes initiales de la ville fortifiée. De l'autre côté d'un glacis protégé par les militaires, des faubourgs avaient pris place au fil du temps, surtout rive gauche, en direction de Paris, la capitale dont le sort de la ville dépendait totalement. En 1939 cette ville *intra muros* originelle n'accueillait plus la majorité des populations mais conservait l'essentiel des emplois et des équipements. Tout était encore facilement accessible à pied, même si un tramway, appelé par dérision « le péril jaune », constituait la colonne vertébrale de l'organisation fonctionnelle d'une agglomération construite sur quatre communes : Brest, Lambézellec, Saint-Marc et Saint-Pierre-Quilbignon. La commune centre, « Brest même », à cette époque, était encore principalement constituée par la ville fortifiée, même si la construction des faubourgs avait justifié quelques annexions sur les territoires des grandes communes voisines devenues de moins en moins rurales au fil du temps. Point de trace ici d'un héroïsme haussmannien, remodeleur des morphologies urbaines antérieures, comme dans la plupart des villes françaises de cette importance. Donc, pas de grands boulevards arborés et bien peu de grands et beaux immeubles pour affirmer le pouvoir d'une bourgeoisie locale entreprenante. La bourgeoisie n'était d'ailleurs que très partiellement locale : son centre de décision financier résidait en effet largement dans les ministères parisiens.

Les urbanistes qui se penchèrent sur le devenir de cette ville, spécialement après l'arasement des remparts perçus comme un corset devenu trop contraignant, avaient certainement le sentiment de pouvoir et devoir donner enfin à cette ville les lettres de noblesse dont l'histoire l'avait jusqu'à présent privée. Jean-Baptiste Mathon, désigné pour concevoir la future reconstruction bien avant la démolition effective des quartiers centraux, fut certainement animé par cette idée. Brest avait la réputation d'une ville sévèrement conçue par des ingénieurs plutôt que par des hommes de l'art. Ils eurent encore leur mot à dire lors du relèvement ; on leur doit même vraisemblablement l'idée de combler les vallons avec les gravats et le matériau des fortifications pour faire un plateau dominant la Penfeld. Le port militaire s'isola dans un canyon et rompit ainsi l'étroitesse du lien que le port avait entretenu jadis avec la ville. Le bas de la rue de Siam se retrouva ainsi 25 mètres plus haut qu'auparavant et exposé aux vents d'ouest. Mais on avait de la sorte créé une continuité commode pour les automobiles entre les quartiers. Pour le reste, le parti « social » de la reconstruction consista à donner aux propriétaires bailleurs pressés de retrouver les dividendes de leur patrimoine, la possibilité de bénéficier au plus vite des chantiers, tandis que les faubourgs demeuraient négligés. Le parti morphologique conduisit à miser sur une densité et une hauteur moyenne disposées sur un quadrillage plus régulier qu'auparavant,

mais proche de l'ancien et fondant les deux rues centrales en une seule. Surtout, deux décisions majeures intervinrent. La première fut de conserver les glacis, même s'il n'y avait plus de murailles, en les transformant en espaces verts ; la seconde consista à bien marquer le centre géographique du quartier Siam reconstruit aux carrefours de deux axes, l'un, majeur, constitué par la rue de Siam – artère commerçante débouchant sur un pont levant permettant le passage des bateaux – et l'autre, mineur, disposé perpendiculairement au précédent et reliant des places bordées par les équipements publics centraux. D'un point de vue symbolique, le parti de Mathon affichait un nouveau rapport hiérarchique entre pouvoir civil et militaire. Avant-guerre, la préfecture maritime était au centre de l'axe majeur de la ville *intra muros*. Cette disposition correspondait bien avec une ville conçue comme l'appendice urbain d'un port militaire. La mairie, quant à elle, se trouvait modestement sur une rue peu contributive à l'image du centre. Cela rendait physiquement compte d'un pouvoir local dépendant d'autres niveaux institutionnels. Le parti de la reconstruction déménagea la préfecture maritime en la situant dans le vieux et vaste château (lieu de naissance de la cité) qui dominait l'entrée de la Penfeld. Enfermement ou mise à l'écart, certes, mais position de prestige quand même. En revanche, le nouvel hôtel de ville fut élevé dans la perspective de la rue de Siam, ponctuant une immense esplanade et dominant majestueusement la ville reconstruite, tournée fièrement vers le large, au loin. De plus, adossé aux anciens faubourgs, disposé même de leur côté, mais en lisière de l'ex-ville *intra muros*, il se posait comme le lieu et l'équipement



Figure 1 – Jean-Baptiste Mathon, projet d'aménagement et de reconstruction de la commune de Brest, 1948 (Musée des Beaux-Arts de Brest)

fédérateur de la nouvelle commune de Brest qui résultait de la fusion des quatre communes sur lesquels s'étendait antérieurement l'agglomération intercommunale. Le pouvoir civil prenait une position centrale quand le pouvoir militaire se décalait – sans pour autant s'effacer – dans une position subalterne. La ville pouvait se penser comme n'étant plus l'appendice urbain d'un port militaire (fig. 1).

Sur le plan architectural, le parti resta classique, avec des îlots et des modénatures régulières mais variées quand on les examine dans le détail. Néanmoins, cette diversité ne suffit pas à gommer le fort sentiment de monotonie que les habitants, par comparaison avec la ville antérieure, purent ressentir.

## Les réactions négatives au parti de Mathon et le désir de ré-intervenir pour en corriger certains traits

Entériné en 1948, le parti de Mathon reçut semble-t-il une réelle adhésion dans la phase exaltante de la reconstruction. On parla fièrement de « Brest la blanche »... Puis, vint le désamour qui se traduisit par l'appellation d'une « Brest devenue grise »... La critique fut violente et parfois malhabile, souvent inadaptée aux réalités historiques largement méconnues et aux circonstances de la reconstruction, vite oubliées. Ce fut un rejet global mêlant la ville relevée aux grands ensembles et plaçant son architecte aux côtés des urbanistes en général, dont l'étoile avait singulièrement pâli. La critique de l'État parachevait l'édifice critique. Derrière ce procès se dissimulaient certainement beaucoup de choses. 1968 fut une rupture complexe à analyser et à comprendre. Elle renvoyait aux effondrements des idéologies, à des mutations des modes de vie, à la critique du pouvoir, de la norme, des valeurs collectives. Un puissant mouvement d'émancipation soulevait des minorités, des générations : l'urbanisme des Trente Glorieuses fut alors une cible de choix. La reconstruction devint emblématique d'une modernité oppressive, d'un abus de pouvoir de ceux qui prétendaient imposer leur vision de la ville. Dès lors, il fallait changer la ville pour changer la vie : pour les élections municipales de 1977, ce slogan exprima le fort courant d'idées qui parcourait l'opinion publique.

À Brest, cette critique de la reconstruction de la ville se confondait avec une critique du centralisme français étroitement liée avec la défense de l'identité bretonne. On rêva la ville d'hier, on la ré-enchantait et la gauche, arrivée au pouvoir contre toute attente par l'effet d'une triangulaire imprévue, se fit fort d'inventer un avenir démocratique à l'urbanisme brestois. Elle lança moult consultations, concours d'idée, etc., en quête d'une solution miracle qui permettrait de changer la ville. Cette période d'agitation des idées (où le tout nouvel Institut de géoarchitecture de la toute récente université du Ponant joua un rôle pivot) fut féconde (fig. 2) alors que l'impression dominante, à l'époque, fut au contraire celle de sa stérilité. Certes, elle ne déboucha pas immédiatement sur des projets, mais elle en inspira de nombreux

qui allaient murir ultérieurement. Le souci de rénover la place de la Liberté ou le principe de réinvestir le port de commerce, par exemple, naquirent à cette occasion. En outre, le choix qui fut fait de libérer la parole et de donner la ville à repenser à ses habitants (même si ce furent des professionnels qui s'exprimèrent) déclencha une forte dynamique d'appropriation psychologique. Or, avec la ville reconstruite, le problème était bien celui de l'appropriation. En 1980, la mairie de Brest osa poser l'acte premier de cette conscience nouvelle. Elle rasa, sans faire aucun effet d'annonce, les jardins à la française du parvis de la mairie, pour en faire une place nue, mais disponible pour les manifestations les plus diverses (fêtes, foires aux associations, etc.). La traduction esthétique de cette intention put être discutée mais, tout le monde en convint, un pied avait été mis qui empêcherait la porte de se refermer. On avait voulu de la sorte créer une situation de non-retour, exprimer ce désir latent d'une appropriation collective.

L'agence d'urbanisme dont je pris la direction en 1981, venant de Grenoble, se sentit dès lors investie d'une responsabilité nouvelle que j'eus l'occasion de résumer

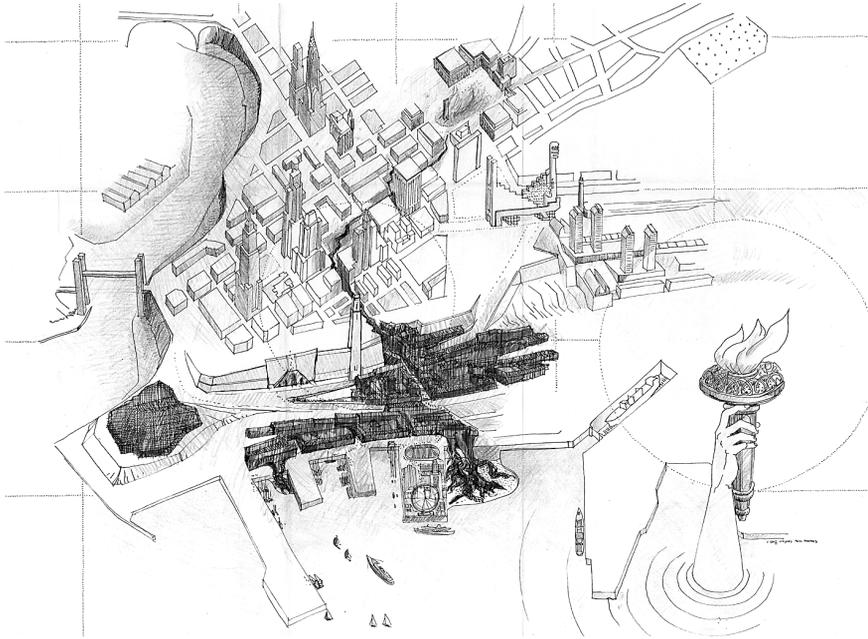


Figure 2 – Yves Steff et Maxime Giraud-Mangin, *New York sister*, projet inspiré par les travaux de Rem Koolhaas remis au concours d'idées lancé par la ville de Brest en 1980 (coll. particulière)

Le projet de l'équipe d'Yves Steff, intitulé « New York sister », préconisait de rompre avec la sévère discipline de la ville reconstruite et d'en libérer l'énergie en édifiant un « Manhattan-sur-Penfeld » hérissé de tours.

en évoquant la notion de comblement d'un déficit symbolique. Dans le domaine de l'urbanisme, le début des années 1980 correspondit à une sorte de renouveau, ou de sortie d'un obscur tunnel. 1968 avait consacré la faillite d'un urbanisme qualifié péremptoirement de totalitaire. Discrédités, les architectes et les urbanistes rasaient les murs. Leur credo moderniste s'effondrait. Il ne fallait plus rien démolir, mais préserver le patrimoine désormais infiniment étendu. Le petit, le pittoresque, la diversité, l'effet de surprise, le décor, ce qui était ancré dans une tradition, semblaient conditionner la chaleur humaine, un bien être ensemble, un cadre de vie épanouissant. Louvain-la-Neuve, en Belgique, était présentée comme la pimpante réussite de nos cousins wallons, contrastant avec nos froides villes nouvelles étatiques installées sur dalles, « hors sol »... Après la mort de Franco, Barcelone avait confié son service d'urbanisme à un architecte renommé, Oriol Bohigas, qui avait mis en œuvre un plan consistant à changer le paysage urbain par ses espaces publics. De nombreuses placettes, squares, délaissés de voiries, y devenaient des lieux où le végétal, l'eau et la création artistique se mariaient harmonieusement. Le moderne concept d'espace public naquit alors à l'urbanisme. Auparavant, immergé dans l'idéologie fonctionnaliste, ce qui allait se parer de cette appellation se nommait « équipement », en espace vert ou collectif. Le modernisme lui-même changeait d'apparence. Les villes nouvelles françaises entamaient leur *aggiornamento* qui, par exemple, produirait la basilique de Mario Botta à Évry ou l'axe majeur de Cergy-Pontoise. Simultanément, La Défense se couvrait d'œuvres d'art contemporain. À l'agence d'urbanisme de Brest, l'architecte Jean-Blaise Picheral suivait ces évolutions avec passion et nouait des échanges avec les lieux, sans cesse plus nombreux en Europe, acquis à ces nouvelles pratiques. L'idée s'imposa ainsi : on comblerait le déficit symbolique diagnostiqué grâce à l'intervention d'artistes...

## Le poids des dysfonctionnements et du contexte politique dans le déclenchement d'une ré-intervention publique dans les quartiers reconstruits de Brest

En urbanisme, il est habituel d'accorder beaucoup d'importance au ressenti, à l'ambiance, à l'esthétique des formes urbaines, mais en ignorant bien souvent comment elles advinrent. Ce qui conduit à négliger la façon dont elles eurent à composer avec les dures nécessités du fonctionnement urbain ou avec l'action des forces politiques qui créent la possibilité, ou non, d'une décision collective. À Brest, le déclenchement de la ré-intervention sur les quartiers reconstruits doit beaucoup à ces deux domaines. À l'usage, le parti urbanistique de Mathon se révélait moins performant que prévu. Il était trop rigide, peu évolutif, incapable de s'adapter à la croissance démographique, aux changements économiques et sociaux. On ne le lui reprochera pas car, en France, juste après-guerre, l'idée même de croissance urbaine avait été gommée des esprits du fait de la stagnation de l'entre-deux-guerres. Mais

ici, l'affaire se doublait d'un fait inattendu : la reconstruction n'avait pas permis au « quartier Siam » de retrouver son positionnement relatif d'avant-guerre. Le faubourg constitué autour de la rue Jean-Jaurès, sorti quasi indemne, avait, le temps qu'on reconstruise le centre, connu un développement considérable des activités anormales. La mutabilité supérieure du tissu urbain ancien lui avait en outre permis de prendre l'ascendant sur l'ex-*intra muros*. L'ancien glacis devenu coupure verte consacrait une gémellité fraticide au centre de Brest. Qui de Jaurès ou de Siam allait l'emporter ? La toute nouvelle communauté urbaine (Brest et ses sept communes limitrophes) avait établi son siège dans le quartier Jaurès et avait imaginé la réalisation d'une opération commerciale (Coat ar Guéven, inaugurée en 1985), qui provoqua immédiatement à son ouverture une sérieuse chute des chiffres d'affaires dans le quartier Siam. L'agence d'urbanisme avait laborieusement travaillé en 1982-1983 à un projet de reconstruction du centre culturel (le Palais des arts et de la culture, ancêtre de l'actuel Quartz) détruit par un incendie et qui bordait la place de la Liberté, dans l'idée d'en repenser la composition. Mais le retour de la droite aux élections de 1983 avait rebattu les cartes : la nouvelle municipalité de Brest s'était prononcée pour un projet différent, replaçant le nouvel édifice à la place de l'ancien et consacrant ainsi le *statu quo* général. Dans le même temps (1983-1985), la communauté urbaine, bien qu'issue politiquement de la même majorité, concevait et défendait un projet plus proche de celui de la majorité politique d'avant 1983. En 1985, un « putsch » interne à la municipalité brestoise provoqua son remaniement consacrant un nouveau système d'alliance au sein de la même majorité : ce fut fatal au projet de transformation de la place de la Liberté imaginé par la communauté urbaine. Un nouveau consensus politique se fit autour de l'idée qu'il fallait prioritairement voler au secours des commerçants du quartier Siam en perdition. Que faire rapidement dans un contexte aussi contraint que celui de la reconstruction ? Changer l'ambiance de l'espace public répondit l'agence d'urbanisme. Ainsi les faiblesses du plan Mathon s'alliaient aux zizanies politiques de la droite brestoise (comme de la gauche, d'ailleurs, quand elle avait été au pouvoir). Ces zizanies étaient largement dues à l'innovation institutionnelle de la communauté urbaine. Beaucoup n'avaient pas compris qu'elle dépossédait *de facto* la municipalité de ses pouvoirs comme de ses moyens. Cette convergence créait les conditions favorables pour la conception du projet de la plasticienne Marta Pan, comme on parle d'une fenêtre de tir pour le lancement d'une fusée...

## Le projet de Marta Pan et son accueil fort contesté

Ce projet visait à corriger le parti de Mathon, jugé maintenant excessif, qui avait isolé le quartier Siam de l'ensemble du contexte urbain. La Penfeld était le centre historique de Brest, d'autant que jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, nul pont ne la survolait. Il avait fallu attendre Napoléon III, c'est-à-dire deux siècles après la

fondation du port militaire, pour relever le défi technique d'avoir un pont sans pour autant gêner le trafic maritime civil et militaire qui s'y mélangeait. Cette centralité fonctionnelle (un port) associait les deux quartiers socialement si différents de la rive droite et de la rive gauche, leur permettant de coopérer en respectant leurs identités si différentes. Campant sur un plateau isolé, ceinturé par un canyon (la « nouvelle » Penfeld) et des remparts côté mer, flanqué d'une ceinture verte du côté des anciens faubourgs, le quartier Siam était artificiellement dissocié de la ville dont il prétendait être le centre. La symbolique de l'eau pouvait opérer, pensa-t-on, une sorte de re-enracinement dans l'imaginaire collectif de la Penfeld comme le véritable centre historique auquel le quartier Siam se « re-associerait ». Pour cela, en 1985, l'idée vint de réaliser un cours d'eau artificiel en surface qui emprunterait le tracé d'un ancien ru existant avant la création de Brest, sensiblement là où la rue de Siam fut créée, et qui, maintenant, se perdait dans les égouts de la ville reconstruite. Marta Pan exploita cette idée qui lui avait été proposée par l'agence d'urbanisme. Il fallait rendre la proximité de la Penfeld perceptible depuis la rue de Siam, reconstruire un rapport intelligible de la ville à sa rivière fondatrice. La plasticienne imagina un parcours d'eau qui débutait dans les marches de l'hôtel de ville (les sources), errait sur la place de la Liberté, dévalait la rue de Siam en connaissant des disparitions, puis reprenait de l'importance à l'occasion d'une résurgence sur une place dénommée « les lacs » (la seule partie réalisée du projet) (fig. 3) où s'alignaient plusieurs fontaines. Elle poursuivait son cours sous la forme d'étroits ruisseaux facilement franchissables,



Figure 3 – Marta Pan et André Wogenscky, « Parcours d'eau rue de Siam : les lacs », 1988 (Michel Coquil, Archives municipales et communautaires de Brest)

et s'épanouissait enfin (« le delta ») dans un plan d'eau qui se déversait en cascade dans le canyon de la Penfeld. Il s'agissait d'un nouveau paysage urbain, d'une vaste mise en scène ou le grandiose le disputait au poétique tout en prétendant réconcilier le quartier reconstruit tant avec son site (la géographie perturbée par Mathon) qu'avec son histoire en mouvement (en restaurant un lien avec la Penfeld et en proposant une soudure avec l'ancien faubourg Jaurès devenu partie prenante du centre ville).

Là où Marta Pan avait souhaité mettre de la poésie, la population brestoïse, dans sa grande majorité, ne vit que de la provocation. En 1988, l'inauguration des fontaines, qu'elle nommait « les lacs », fut particulièrement houleuse<sup>1</sup>. La fête se mua en manifestation revendicative. On invoqua Mandela et sa lutte contre l'*apartheid* pour dénoncer l'irréparable faute d'être allé chercher du granite noir en Afrique du Sud au lieu de se contenter d'un vrai et bon granite breton<sup>2</sup>. La gauche, qui allait écraser la droite aux élections de 1989, alimenta la polémique : le coût aurait été démesuré, le pouvoir local aurait jeté l'argent du contribuable par les fenêtres, etc. De surcroît, loin de rattraper les erreurs de la reconstruction, on les aurait aggravées. Pourtant, le montant de cette phase du projet ne dépassait pas celui d'un des nombreux ronds points qui fleurissaient en périphérie de la ville... On touche là à un problème plus vaste et propre au champ artistique. Combien de décennies fallut-il pour que le Balzac statufié par Rodin passât du statut d'horreur à celui de création géniale. Il semble bien que, 25 ans après, on puisse dire que les fontaines de Marta Pan suivent un même chemin vers la rédemption...

## Au-delà de la polémique, une stratégie inscrite dans la durée

On peut regretter l'inférieur tourbillon des conflits politiques locaux qui contrarièrent et dénaturèrent même le projet. Brest semble d'ailleurs souvent incapable de saisir les opportunités qui se présentent (le tramway sera inauguré en juin 2012, vingt-trois ans après qu'un premier projet avait été repoussé par un référendum organisé à la hâte pour des raisons similaires), mais pas toujours cependant. Décidée

---

<sup>1</sup> La communauté urbaine avait bien fait les choses, lors de cette inauguration. Le clou fut un dragon en papier, tel qu'on en voit dans les fêtes asiatiques, porté par un chariot de carnaval et crachant des flammes gigantesques... Mais ici les spectateurs, au milieu duquel il évoluait avec difficulté, étaient des militants politiques et syndicaux de l'opposition scandant avec conviction des slogans hostiles... Un tohubohu mémorable dont la presse se fit copieusement l'écho le lendemain en décrétant l'échec du projet. C'était raté pour l'appropriation collective...

<sup>2</sup> Marta Pan voulait du granite noir et n'en trouva d'assez grande taille et d'assez résistant que dans ce pays lointain... La symbolique est un domaine glissant où les messages se retournent facilement contre leurs auteurs. La culture populaire brestoïse (volontiers railleuse) a produit un florilège fort riche en ce domaine...

en 1992, l'extension de l'université fut au contraire une anticipation réussie. Un populisme récurrent bride certainement la capacité d'innovation de Brest. Mais toutes les villes ne peuvent pas, en raison de leur histoire, de leur base sociale ou de leur personnel politique, être également novatrices. L'urbanisme est un art qui dépasse l'homme qui s'en réclame et mobilise bien des facteurs socio-historiques. Cet épisode n'empêcha pas une floraison de réalisations artistiques dans d'autres quartiers moins cruciaux pour l'image de la cité. Bernard Huet lui-même, quand il conçut la nouvelle place de la Liberté en 1992, s'inspira de la proposition de Marta Pan. Mais surtout, le parti de corriger certains aspects du plan Mathon sans le renier demeura et inspira toute une collection de projets sans autre plan d'ensemble que les idées qui constituaient les présupposés à l'intervention de Marta Pan et que l'agence d'urbanisme avait formulées. Elles offraient une vision d'ensemble qui rendait possible de saisir des opportunités quand elles se présentaient.

Au-delà de l'appropriation de la ville reconstruite, l'enjeu était aussi de dépasser la rivalité Siam/Jaurès. La question de la soudure fonctionnelle des deux centres rivaux était un problème urbanistique inédit, dont la résolution imposait de ne pas le prendre uniquement comme un problème fonctionnel. Généralement, l'un des deux gagne. Ici un certain équilibre (précaire ?) fut atteint. Cela nécessita de combiner des actions urbaines fort disparates, dont le management discret résulta de la crédibilité de l'agence d'urbanisme dans le concert institutionnel particulier de Brest. Le ravalement changea l'image du quartier reconstruit et *Brest alias Brest*, un livre soutenu par la communauté urbaine qui réservait une large place à la ville reconstruite et à ses vicissitudes, expliqua les choix urbanistiques et architecturaux en les situant dans une trajectoire historique plus large. Il permit de contrer un discours qui incitait plus à dénoncer qu'à regarder et comprendre une époque et une action conséquente. La politique du stationnement fut pensée en tenant compte de l'équilibre instable entre ces deux centres. Le plan de circulation fut révisé dans le même esprit, pour mieux irriguer les secteurs vulnérables et faire gagner moins de temps aux véhicules transitant au centre. Le projet du tramway ressortit en 2001, après de nombreuses années d'abandon, du fait même de ceux qui l'avait naguère remis sans états d'âme. Il sera le moyen de consolider à terme la soudure de ces deux centres. La charte commerciale de la communauté urbaine de Brest a permis au centre ville de ne pas être cannibalisé par les projets périphériques, comme cela aurait sinon été probablement le cas, eu égard à la vulnérabilité particulière du centre ville brestois : des villes comme Avignon ou Toulon n'échappèrent pas à ce sort.

Divers projets urbains contribuèrent à cette consolidation. Le premier fut l'opération du square M<sup>gr</sup> Roull en 1989 qui, audace ou ignorance, ferma l'axe mineur du plan Mathon pour permettre la création d'un espace dans lequel, finalement, Dialogues, la grande librairie brestoise s'installa. Ensuite, ce fut l'installation de l'UFR des lettres à l'emplacement de l'ancienne faculté de droit : elle justifia la création d'un parking sous la place de la Liberté, qui fut le prétexte à son profond remaniement. Bernard

Huet reprit, en les adaptant, des idées nées au sein de l'agence d'urbanisme antérieurement à l'intervention de Marta Pan. Il prit le temps de résoudre élégamment la difficulté posée par le monument aux morts, qui fut déposé puis remonté pour permettre un cheminement approprié, parvenant à installer une continuité piétonne entre les quartiers Siam et Jaurès. C'en fut fini des polémiques exaltées. Toutes les solutions envisageables furent étudiées, décortiquées avant que les élus ne trançassent. On eut alors le sentiment que l'appropriation du centre par les Brestoises se faisait progressivement. La ville avait fini son deuil. Un autre rapport à la mémoire s'élaborait. Et par chance, les travaux sous l'avenue Clemenceau révélèrent des ruines de l'ancienne porte principale de la ville fortifiée, qui purent être mise en valeur. Ensuite, ce fut la possibilité de convaincre un multiplexe cinématographique, qui voulait s'installer en périphérie, de venir faire le pendant au Quartz, de l'autre côté de la place de la Liberté.

## En guise de conclusion

Cette histoire montre à souhait le fil du rasoir sur lequel s'élabore l'urbanisme, l'étrange mélange de planification souple à long terme et d'opportunisme à saisir dans le court terme. C'est un jeu entre l'amour et le hasard pourrait-on dire, qui combine le fonctionnel et le culturel de façon si étroite qu'il devient impossible de les séparer. De plus, l'urbanisme se doit d'être à l'écoute et d'interpréter les pulsions, les révoltes, les désirs collectifs qui s'expriment plus facilement dans le refus que dans l'acquiescement. Et quand le devoir de deuil s'en mêle, la psychanalyse est le dernier recours. En fait, tout projet est condamné au détournement et à échapper à son concepteur pour pouvoir être approprié collectivement. C'est probablement la raison pour laquelle il est si difficile aux bons architectes d'être aussi de bons urbanistes. En effet, les qualités exigées des premiers deviennent souvent des obstacles pour les seconds. Aux exceptions près, qui confirment la règle...

Marc WIEL  
urbaniste

## Bibliographie

- LE COUÉDIC, Daniel, POPESCU, Carmen, SATTOLO, Rachel, *Art public et projet urbain : Brest, 1970-2000*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.
- LE GALLO, Yves *et al.*, *Brest alias Brest*, Liège, Pierre Mardaga, 1992.
- LE GOÏC, Pierre, *Brest en reconstruction : antimémoires d'une ville*, Rennes et Brest, Presses universitaires de Rennes et Centre de recherche bretonne et celtique, 2001.

